

- Jean-Paul LECOQ :

Je souhaite profiter de cette délibération pour revenir de nouveau sur l'avenir de notre centrale thermique, car la situation s'accélère et nécessite une forte mobilisation pour assurer son avenir.

En effet, mi janvier, le ministre de l'écologie a annoncé que la centrale thermique de Cordemais, sœur jumelle de la nôtre, située dans sa région, pourrait continuer de fonctionner sous réserve de réussir sa transition verte.

Dans la foulée, le 28 janvier, le même ministre et la direction d'EDF ont annoncé que le projet ECOCOMBUST, sur lequel repose la transition verte des deux centrales, avait franchi une nouvelle étape dans les essais.

Etape qui doit permettre, en septembre, de qualifier les trois volets de ce process :

- ses aspects techniques,
- ses aspects environnementaux,
- son modèle économique qui, rappelons le, est porteur de créations d'emplois, au delà de la préservation des emplois existants.

Cela doit nous encourager à faire valoir le même droit pour la nôtre, engagée dans la même reconversion écologique.

Depuis des années, les 4 centrales à charbon du pays sont régulièrement condamnées par les gouvernements successifs, sans se préoccuper de savoir si, en leur absence, la France serait en mesure d'assurer son approvisionnement énergétique de manière indépendante et permanente.

Et, depuis des années, j'explique que celles du Havre et de Cordemais peuvent être sauvées par la réalisation de leur transition écologique qui substituerait au charbon d'autres composants.

Le ministre Hulot l'avait finalement admis, puis il est parti... Son successeur De Rugy s'était alors empressé d'en revenir à la vision dogmatique de son Président : on les ferme toutes, un point c'est tout.

Or aujourd'hui, il confirme celle de Cordemais, et reconnaît enfin à son tour que les centrales thermiques reconverties sont indispensables à l'approvisionnement énergétique du pays.

Il est donc tout autant indispensable de réagir maintenant pour faire valoir l'avenir de notre centrale.

Je lui ai demandé une audience en urgence, je me propose d'y aller en délégation pour mettre en avant la mobilisation de notre territoire.